

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure  
Société SOPROGAZ  
Commune de Beauvais**

LA PRÉFÈTE DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Catherine SÉGUIN, en qualité de Préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation et notamment son article 4 qui fixe :

*« Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité » ;*

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment l'article 7 qui fixe :

*« L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.*

*A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.*

*L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. » ;*

Vu les actes administratifs encadrant le fonctionnement des installations de la société SOPROGAZ sur la commune de Beauvais dont notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 28 août 2010 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 septembre 2014 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le guide méthodologique DT93 de juillet 2011 pour la gestion et la maîtrise du vieillissement des mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRi) qui fixe :

- Point 9. État zéro et fiche de vie d'une MMRi

*« Un recensement précis des MMRi visées par le plan de modernisation doit être réalisé au plus tard le 31 décembre 2013 et une fiche de vie doit être établie pour chacune d'entre elles afin de synthétiser les données nécessaires à leur suivi » ;*

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel du 26 juin 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulé par courriel du 1<sup>er</sup> juillet 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection du 5 juin 2024, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les fiches de vie des MMRi PSH434 et PSH435 ;
2. les fiches de vie de ces MMRi fixent une fréquence de test à deux ans ;
3. l'exploitant a indiqué que les prochains tests étaient prévus au mois de juillet 2024 ;
4. l'exploitant n'a pas été en mesure lors de la visite d'inspection de présenter les rapports de tests précédents et donc de justifier que les MMRi PSH434 et PSH435 font l'objet de tests réguliers ;
5. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé ;
6. les rapports de tests des MMRi PSH434 et PSH435 datés du 15 décembre 2022 ont été transmis par l'exploitant par courriel du 1<sup>er</sup> juillet 2024 ;
7. lors de l'inspection du 5 juin 2024, l'exploitant a indiqué à l'Inspection des installations classées qu'il applique les dispositions du guide DT 93 susvisé ;
8. conformément à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et le guide DT 93 susvisés, l'exploitant doit disposer d'un dossier synthétisant les données nécessaires à leur suivi à savoir :
  - le lien avec le(s) scénario(s) justifiant la MMRi ;
  - le niveau de confiance associé ;
  - les standards de conception et/ou de construction utilisés (exemple : référence à des réglementations, des normes ou des standards internes à l'entreprise) ;
  - les conditions environnementales, telles qu'elles sont visées au § 4.2.6.3 du présent guide ;
  - les fonctions de sécurité qu'elles assurent (exemple : description succincte de la fonction de sécurité assurée ou référence au logigramme de sécurité ou matrice causes/effets) ;
  - le temps de réponse maximum si requis ;
  - la position de repli en cas de défaillance détectée (alarme signifiant la défaillance ou déclenchement automatique) ;
  - la fréquence, la nature (unité en marche ou à l'arrêt) et les procédures de tests ;
  - le suivi réalisé (diagnostics, essais périodiques, inspections, mesures et résultats enregistrés, maintenances préventive et corrective) durant la vie de l'équipement ;
  - les réparations ou modifications éventuelles durant la vie de l'équipement et leur justification ;

- les analyses des résultats de test, quand ceux-ci révèlent un comportement potentiel non sûr, durant la vie de l'équipement.
- 9. à l'exception des MMRI PSH434 et PSH4345, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées les fiches de vie conformes au chapitre 9 du guide DT 93 pour chaque MMRI de son site identifié comme étant visé par le plan de modernisation des installations industrielles ;
- 10. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;
- 11. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SOPROGAZ de respecter les dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société SOPROGAZ, ci-après dénommée exploitant, dont le siège social est situé rue du l'industrie ZI.I. N2 – à Beauvais (60000) – est mise en demeure, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en fournissant pour toutes les MMRI visée par le plan de modernisation des installations industrielles de son site de Beauvais une fiche de vie conforme au chapitre 9 du guide DT 93 susvisé.

### **Article 2 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 3 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

La préfète peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

#### **Article 4 : Publicité**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Beauvais pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Beauvais fait connaître, par procès verbal adressé à la préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique installations classées au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

#### **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Beauvais, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **24 JUIL. 2024**

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général,



Frédéric BOVET

#### **Destinataires :**

La société SOPRAGAZ

Le maire de la commune de Beauvais

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France